

Objet : Demande d'information concernant votre projet portant sur la défense des Droits de l'Homme

Monsieur,

Vous sollicitez les suffrages des électeurs de la 1<sup>re</sup> circonscription du Bas-Rhin lors de l'élection législative partielle des 22 et 29 mai. Nous sommes un groupe local d'Amnesty International de Strasbourg, représentant environ 200 membres d'Amnesty dans cette circonscription, et souhaiterions connaître votre position concernant plusieurs objectifs que notre organisation s'attache à promouvoir.

1. Réfugiés: vous connaissez les obligations de la France aux termes de la Convention de Genève. Quelles actions comptez-vous mener, à l'Assemblée, ainsi que dans la circonscription, pour l'aider à les remplir? Demanderez-vous au gouvernement de remplir ses obligations et de favoriser l'accueil de réfugiés en France plus qu'il ne l'a fait jusqu'à présent?
2. Sécurité et droits de l'Homme: les risques terroristes qui pèsent sur notre pays ont conduit le gouvernement et l'Assemblée nationale à suspendre, à travers le vote de l'état d'urgence en particulier, un certain nombre de droits, et à limiter les contrôles du pouvoir judiciaire. En l'absence de nouveaux développements dramatiques, voteriez-vous la prolongation de l'état d'urgence actuellement évoquée par le gouvernement?
3. La traite des êtres humains et l'esclavage sont une violation grave et souvent prolongée des droits des victimes. Seriez-vous prêt à renforcer les moyens de la lutte contre les trafics d'êtres humains, à permettre une meilleure défense de ces victimes face à leurs oppresseurs et exploités, et à intensifier l'aide à l'insertion ou la réinsertion des victimes dans la société française?
4. La lutte contre l'impunité est un élément essentiel de justice et de prévention de futurs crimes contre l'humanité. Quand la proposition de loi votée par le Sénat en février 2013, visant à lever les conditions restrictives de la loi du 9 août 2010, viendra devant l'Assemblée nationale, la voterez-vous?

5. La lutte contre la discrimination est un engagement de la France à travers plusieurs instruments internationaux tels que l'article 7 de la *Déclaration universelle des Droits de l'Homme* ou l'article 14 de la *Convention européenne des droits de l'homme*. C'est une condition cruciale d'une société harmonieuse, du respect des droits des minorités, et de la lutte contre les extrémismes potentiellement criminels. Incitez-vous le gouvernement à garantir l'accès et la continuité des droits à l'éducation et à la santé pour toutes les populations vivant en France?
6. Enfin, notre groupe défend les droits de Hatem Zaghoul, prisonnier mineur égyptien condamné pour le meurtre d'un policier à la peine de mort lors du procès inique, rapporté dans la presse française, de 546 accusés en 2014. Seriez-vous prêt à nous soutenir dans nos démarches pour obtenir des autorités compétentes sa libération, ou à défaut la tenue d'un procès répondant aux exigences internationales d'équité, dans les plus brefs délais?

Nous vous remercions par avance de votre réponse et la ferons connaître aux membres d'Amnesty de la circonscription le 18 mai.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.



pour le groupe 4,  
le secrétaire,  
Bertrand Goldman